

FPM
Pour l'inclusion financière en RD Congo

VEILLE SECTORIELLE 1^{er} SEMESTRE 2018

CONJONCTURE INTERNATIONALE
Guerre commerciale USA-CHINE

CONJONCTURE NATIONALE
Évolution du secteur financier
(bancaire et microfinance)

ACTIVITÉS FPM



Contenu

1. Aperçu de l'environnement économique international	3
1.2. Etats-Unis.....	5
1.3. Autres pays avancés.....	6
1.4. Pays émergents et en développement	6
1.5. Afrique Subsaharienne.....	7
2. Aperçu de l'environnement économique en RDC	7
2.1. Contexte socio-politique.....	7
2.2. Aperçu économique.....	7
2.3. Evolution de l'activité bancaire.....	9
2.4. Evolution de l'activité du secteur de la microfinance ...	11
3. Activités du FPM.....	11
3.1. Activités transversales du FPM ASBL	11
3.2. Focus sur les activités du FPM SA	12

Résumé

Au cours du premier semestre 2018, l'environnement international a été marqué par la consolidation de la croissance économique mondiale. Le taux de croissance devrait s'établir à 3,7% en 2018 et 2019. Néanmoins, plusieurs menaces pèsent sur les perspectives économiques à moyen terme, notamment, les risques politiques et ceux relatifs à la guerre commerciale entre les USA et leurs principaux partenaires économiques.

S'agissant des cours des produits de base, les prix mondiaux du pétrole ont augmenté de 15% de janvier à juin 2018. Le prix du cobalt a connu une hausse de 14% et celui du cuivre a baissé de 6% fin juin. Dans les pays développés, les cours des actions se sont situés à des niveaux généralement élevés au cours du premier semestre. Les marchés financiers mondiaux sont globalement restés propices à l'activité économique.

Sur le plan national, la croissance en RDC devrait se raffermir en 2018 et se situer à 4,2% contre 3,7% en 2017 selon la Banque centrale du Congo. Le premier semestre 2018 s'est caractérisée par une baisse du rythme d'inflation sur le marché des biens et services. Le taux d'inflation cumulé s'est situé à 6,43% à fin juin 2018 contre 27,47% à fin juin 2017.

1. Aperçu de l'environnement économique international

Tout au long du premier semestre 2018, l'environnement économique international a été marqué par la stabilisation de la croissance mondiale. Selon les projections du Fonds Monétaire International (FMI), la croissance mondiale devrait être similaire à celle de 2017, soit 3,7% en 2018 et 2019. Les projections de croissance restent néanmoins favorables à court terme grâce aux créations d'emplois, au développement du crédit, à la faiblesse des taux d'intérêt dans les économies avancées. Toutefois, les risques de nature politique et commerciale augmentent et font naître un climat d'incertitude qui, à moyen terme, peut freiner la consommation des ménages, l'investissement des entreprises et les échanges mondiaux.

La référence au risque politique concerne les perturbations sur les marchés induites par l'instabilité politique en Italie à la suite de la formation du nouveau gouvernement et ses mesures de politique économique en matière de retraite et du marché du travail. En Allemagne, le désaccord au sein de la coalition au pouvoir en matière d'immigration a aussi contribué à accroître l'incertitude politique dans la zone euro. La politique commerciale actuelle des USA se caractérise par des mesures protectionnistes : les relèvements des droits à l'importation déjà annoncés (entrée en vigueur des tarifs douaniers sur les importations) ou prévus par l'administration Trump accroissent davantage l'incertitude. Les représailles des partenaires commerciaux des USA et leurs répercussions font planer le spectre d'une guerre commerciale prolongée. Une escalade vers une guerre commerciale entre les principales économies ralentira les perspectives économiques actuelles et la croissance à moyen terme. Les économies des marchés émergents, très dépendantes du commerce international ont été touchées à travers une baisse annualisée des volumes d'exportation de 2% au deuxième trimestre 2018.

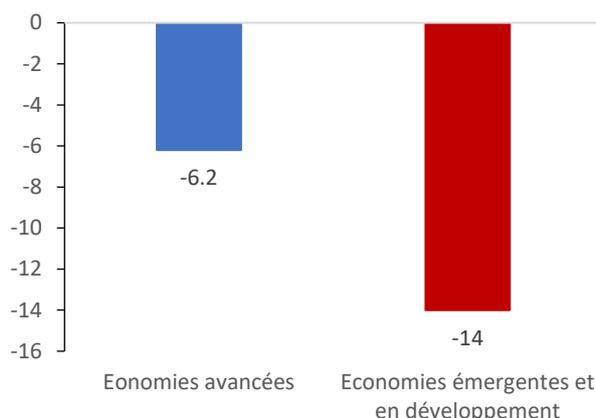
Graphique 1 : Evolution des investissements, du commerce mondial et de la croissance du PIB réel



Source : Banque Mondiale (juillet 2018)

Certes, la croissance de l'investissement devrait rester vigoureuse en 2018. Toutefois, la prolifération des mesures commerciales protectionnistes entravera l'investissement à moyen terme à la suite de l'incertitude sur les marchés. Nous notons également dans le graphique ci-dessus des signes d'un affaiblissement de la croissance du commerce international sur la période 2018-2020 et d'une stabilisation de la croissance du PIB réel à 3,7% sur la même période au lieu d'une accélération. Cela tient au fait des menaces sur la croissance économique à moyen terme mentionnées plus haut, ainsi que l'incertitude accrue au sujet de l'ajustement de la politique monétaire dans les pays développés, des niveaux d'endettement élevés, le risque d'accroissement non maîtrisé de la volatilité des marchés financiers et une augmentation de la pression géopolitique (notamment au Moyen-Orient, en Afrique Subsaharienne, dans la péninsule coréenne, dans la mer de Chine du Sud et en Ukraine).

Graphique 2 : Impact sur le commerce de l'augmentation mondiale des tarifs douaniers d'ici 2020



Source : Kutlina-Dimitrova et Lakatos (2017), cités par la Banque Mondiale (juillet 2018)

Dans l'hypothèse de poursuite des mesures commerciales protectionnistes, les marchés émergents seront les plus touchés. Le volume du commerce international des pays émergents se contractera de 14% tandis que celui des pays avancés se contractera de 6,2% d'ici 2020. Le niveau élevé de l'endettement des entreprises pourrait accroître les risques en matière de stabilité financière et nuire à l'investissement. La dette des entreprises, et, en particulier, la dette en devises en Turquie et en Argentine, a fortement augmenté depuis la crise financière mondiale, d'où une vulnérabilité accrue face à la hausse des coûts d'emprunt.

Tableau 1 : Projection des perspectives économiques des pays avancés

PIB réel (%)	2017	2018p	2019p
Monde	3,7	3,7	3,7
Economies avancée	2,3	2,4	2,1
Etats-Unis	2,2	2,9	2,5
Zone Euro	2,4	2,0	1,9
Allemagne	2,5	1,9	1,9
France	2,3	1,6	1,6
Italie	1,5	1,2	1,0
Japon	1,7	1,1	0,9
Royaume Uni	1,7	1,4	1,5

¹ Les autres pays avancés incluent la Corée du Sud, l'Australie, Taiwan, la Suisse, Singapour, Hong-Kong, la

Canada	3	2,1	2,0
Autres pays avancés ¹	2,8	2,8	2,5

Source : FMI (octobre 2018)

L'activité économique devrait progresser de 2,4% en 2018 dans les économies avancées et retombera à 2,1% l'an prochain, en raison de la normalisation de la politique monétaire par les banques centrales (suppression progressive des mesures de relance monétaire). Les risques de détérioration mentionnés ci-haut pèsent sur ces perspectives. Dans les pays émergents et en développement, la croissance devrait s'établir à 4,7% en 2018-2019. En Afrique subsaharienne, la croissance devrait s'accroître pour s'établir respectivement à 3,1% en 2018 et 3,8% en 2019.

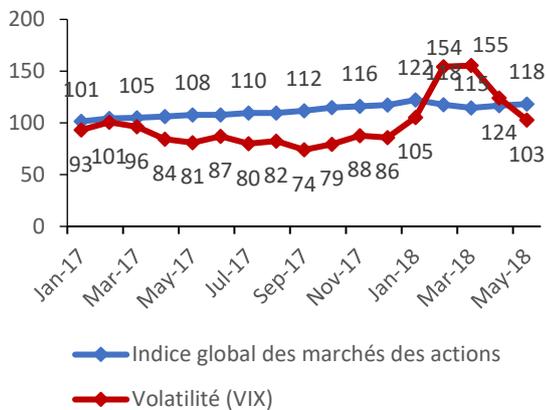
Cours des produits de base. Les prix mondiaux du pétrole ont augmenté de 15% de janvier à juin 2018. Le prix du baril de Brent à Londres s'est situé à 79,21 USD contre 68,95 au début de l'année. Cette hausse des prix du pétrole s'explique dans une large mesure par l'insuffisance de l'offre. La chute de la production au Venezuela et les sanctions imposées par les USA à l'Iran empêchent notamment le groupe des pays de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et les pays non-membres de l'OPEP d'atteindre leurs objectifs de production. S'agissant des prix des autres matières d'origine minérale, notons que le prix du cuivre a baissé de 6% à fin juin, s'établissant à 6 649 USD contre 7 048 en janvier 2018. Le prix du cobalt a connu une hausse de 14%, s'établissant à 93 818,98 USD à fin juin contre 82 229,58 USD en janvier 2018.

Marchés financiers mondiaux. Dans les pays développés, les cours des actions se sont situés à des niveaux généralement élevés au cours du premier semestre. Les indices S&P 500 et Nasdaq 100 ont eu des rendements respectifs de 1,7% et 10,1% à fin juin. La volatilité a connu une hausse en février-mars et a baissé ensuite. L'appétit pour les risques a été élevé. Dans les pays émergents, les indices boursiers ont reculé de manière modeste, en raison, d'une part, de craintes concernant les déséquilibres macroéconomiques (en Argentine et en Turquie), et d'autre part,

Norvège, la République Tchèque, le Danemark, la Nouvelle Zélande, Porto Rico, Macao, l'Islande, Saint-Martin.

d'une augmentation des risques pesant sur les perspectives.

Graphique 3 : Marché des actions et volatilité



Source : Banque Mondiale (juillet 2018)

1.1. Zone Euro

La croissance dans la zone euro devrait ralentir cette année et s'établir à 2% et 1,9% en 2019 selon le FMI (octobre 2018). L'activité économique a régressé au premier trimestre en Allemagne et en France. Ainsi, l'Allemagne devrait enregistrer une croissance économique de 1,9% cette année contre 2,5% en 2017. L'économie française devrait croître au rythme de 1,6% en 2018 contre 2,3% en 2017. En Italie, l'incertitude politique continue à affecter négativement l'activité économique et les conditions financières. Ce pays enregistrera une croissance économique de 1,2% en 2018 selon les prévisions du FMI, contre 1,5% en 2017. Les perspectives à long terme des pays de la zone euro sont aussi affectées par la contrainte du vieillissement de la population active ainsi que les différences en termes de productivité et compétitivité des différents pays membres de l'Union Européenne. Le taux de chômage dans la zone euro s'est établi à 8,4% au premier semestre 2018 contre 8,7% en décembre 2017. Le taux de chômage s'est situé à 3,4% en Allemagne, 9,2% en France et 10,7% en Italie au cours du premier semestre 2018.

La Banque Centrale Européenne (BCE) a décidé que les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés jusqu'à la fin de l'été

2019, à respectivement 0,00 %, 0,25 % et -0,40 %. Pour les achats nets d'actifs au titre du programme de rachats nets de dette publique et privée (*asset purchase programme*, APP), la BCE a annoncé qu'elle réduirait ses achats mensuels d'actifs de 30 milliards à 15 milliards d'euros en octobre. Ce programme prendra fin le 31 décembre 2018. Le taux d'inflation s'est établi à 2% en juin 2018 dans la zone euro contre un objectif de 2%

1.2. Etats-Unis

Aux Etats-Unis, la croissance économique devrait s'établir à 2,9% en 2018 et 2,5% en 2019 contre 2,2% en 2017. L'expansion actuelle américaine est soutenue par la relance budgétaire de grande envergure (celle-ci prévoit une augmentation des plafonds de dépense de 143 milliards USD sur l'année fiscale 2018 et de 153 milliards USD en 2019 et plus de 80 milliards USD de dépenses de reconstruction à la suite des ouragans de l'an dernier), ainsi qu'une demande finale privée robuste. Le taux de chômage s'est établi à 4,2% au terme du premier semestre 2018 contre 4,1% à fin 2017 et le taux d'inflation s'est établi à 2,9% à fin juin contre 1,7% en 2017. Tout au long du premier semestre 2018, la FED a poursuivi la normalisation de sa politique monétaire. En mars 2018, le taux directeur est passé de 1,5% à 1,75%. En juin 2018, la FED a de nouveau relevé le taux directeur de 1,75% à 2%. Les entreprises et ménages américains devront désormais s'endetter à des taux plus élevés auprès de leurs banques. La FED entend donc maîtriser l'inflation en vue d'atteindre l'objectif de 2%. La FED continue aussi à dégonfler son bilan, programme entamé en octobre 2017. En effet, elle réduit ses investissements en bons du trésor et titres hypothécaires monétaires (plus de 4 mille milliards USD) acquis lorsqu'elle faisait recours au quantitative easing (programme d'achat massif d'actifs en vue de stimuler l'activité économique qui a pris fin en 2014).

Le premier semestre 2018 a aussi été caractérisé par une escalade des tensions commerciales entre les USA et leurs principaux partenaires commerciaux (Chine, UE, Canada et Mexique). Le conflit a débuté le 22 janvier 2018 avec la décision des autorités américaines de lever une taxe de 30% sur les importations de panneau solaires (la Chine en a été la principale victime). Ensuite, le 9 mars 2018, les USA lèvent des droits de douane de 25% sur l'acier et 10% sur

l'aluminium en provenance de l'UE, du Canada et du Mexique, mesures frappant de plein fouet la Chine, étant le premier exportateur d'acier au monde. Le 2 avril 2018, les autorités chinoises décident de répliquer et imposent à leur tour des droits de douane de 15% sur 3 milliards de dollars de produits américains (noix, vin, jus d'orange, etc.). Le 20 juin 2018, l'UE impose des taxes sur 3,3 milliards de dollars d'exportations américaines (jus d'orange, Harley Davidson, Jeans Levis, etc.). A son tour, le Mexique impose des taxes de 20% sur les exportations américaines d'une valeur de 3 milliards (porc, pommes et pommes de terre, fromage, etc.) Ces mesures commerciales protectionnistes annoncées par les USA pour le second semestre 2018 ainsi que les représailles attendues ralentiront la reprise actuelle et la croissance à moyen terme. Craignant le spectre de la guerre commerciale entre les USA et leurs alliés, l'OMS propose de servir de médiateur entre les différents protagonistes. Il faut aussi signaler que des négociations sont en cours entre les USA, le Mexique et le Canada au sujet de la modernisation de l'Accord de libre-échange nord-américain voulue par le président Donald Trump.

1.3. Autres pays avancés

Au Japon, la croissance s'établira à 1,1% en 2018 et 0,9% en 2019 contre 1,7% en 2017. Les activités économiques ont connu une contraction au premier trimestre à cause du faible niveau de consommation et d'investissement privés. Ces 2 variables ainsi que la demande extérieure augmenteront pour le reste de l'année, selon les estimations du FMI. Au Royaume-Uni, le ralentissement de la croissance devrait se poursuivre en 2018, du fait des incertitudes entourant l'issue des négociations relatives au Brexit et de l'impact de la hausse de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages. Dans ce contexte, la croissance de l'économie britannique se situera à 1,4% en 2018 et 1,5% en 2019 contre 1,7% en 2017. Au Canada, la croissance devrait s'établir à 2,1% en 2018 et 2% en 2019 contre 3% en 2017. La renégociation en cours de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) restreint la reprise des investissements à court terme.

1.4. Pays émergents et en développement

Tableau 2 : Projection des perspectives économiques des pays émergents et en développement

PIB réel (%)	2017	2018p	2019p
Pays émergents et en développement	4,7	4,7	4,7
Pays d'Asie émergents et en développement	6,5	6,5	6,3
Chine	6,9	6,6	6,2
Inde	6,7	7,3	7,4
Communauté des Etats indépendants	2,1	2,3	2,4
Russie	1,5	1,7	1,8
Hors Russie	3,6	3,9	3,6
Amérique Latine et Caraïbes	1,3	1,2	2,2
Brésil	1,0	1,4	2,4
Mexique	2,0	2,2	2,5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2,2	2,4	2,7
Arabie Saoudite	-0,9	2,2	2,4
Afrique Subsaharienne	2,7	3,1	3,8
Afrique du Sud	1,3	0,8	1,4
Nigéria	0,8	1,9	2,3

Source : FMI (octobre 2018)

De manière générale, les pays émergents et en développement enregistrent un taux de croissance identique en 2018 et en 2019 soit 4,7%. En Chine, la croissance devrait ralentir cette année pour s'établir à 6,6% et 6,2% en 2019 contre 6,9% en 2017. Il s'avère utile de signaler que la Chine poursuit l'affranchissement progressif de son économie du commerce international. La consommation et les dépenses gouvernementales représentaient près de 80% de la croissance du PIB au second trimestre 2018, ce qui réduit sensiblement la vulnérabilité de la Chine en cas de guerre commerciale. Les exportations des marchandises aux USA représentent 19% des exportations chinoises aux USA. Toutefois, du fait que la demande intérieure croît plus vite que les exportations, les ventes aux USA ne représentent maintenant que 3,3% du PIB chinois.

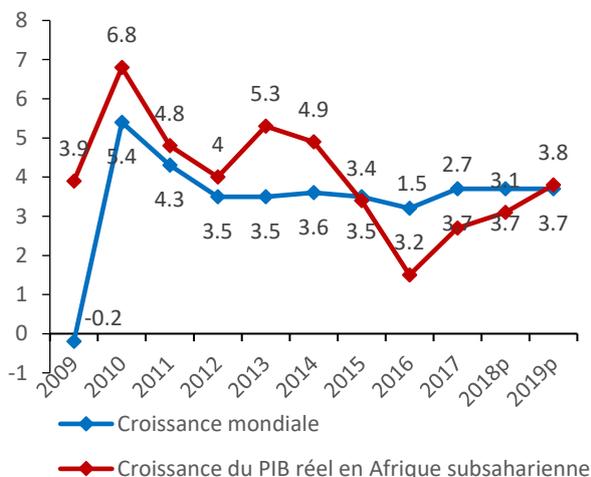
En Inde, la croissance devrait se hisser à 7,3% et 7,4% respectivement en 2018 et en 2019 contre 6,7% en 2017, grâce à des réformes qui continuent à booster l'investissement, la productivité et la croissance. Après avoir atteint une croissance de 1,5% en 2017, l'économie russe continue à se redresser et elle progressera

au rythme de 1,7% et 1,8% respectivement en 2018 et en 2019. Au Brésil, les grèves et l'incertitude politique affectent les activités économiques. Selon les projections du FMI, la croissance devrait atteindre 1,4% et 2,4% en 2018 et en 2019 contre 1% en 2017.

1.5. Afrique Subsaharienne

En Afrique subsaharienne, la croissance économique devrait s'établir à 3,1% et 3,8% respectivement en 2018 et en 2019 contre 2,7% en 2017. La poursuite de la reprise est principalement liée à la hausse des prix des produits de base et à l'augmentation de la production de pétrole et des métaux. Les perspectives s'améliorent pour le Nigeria grâce à la hausse du prix du pétrole et la croissance devrait se hisser à 1,9% et 2,3% sur la période 2018-2019 contre 0,8% en 2017. En Afrique du Sud, l'élection du nouveau Président devrait entraîner plus de stabilité politique, plus d'investissement privé ainsi que des dépenses de consommation. Ainsi, une croissance de 0,8% et 1,4% est prévue pour la période 2018-2019 contre 1,3% en 2017. En Angola, la croissance devrait se hisser à 1,7% en 2018 et 2,2% l'année prochaine, du fait de la hausse du cours du pétrole, une augmentation des devises, la hausse de la production du gaz naturel et plus d'optimisme dans le chef des agents économiques.

Graphique 4 : Croissance du PIB réel en Afrique subsaharienne et croissance mondiale, 2009-2019



Source : FMI (octobre 2018)

2. Aperçu de l'environnement économique en RDC

2.1. Contexte socio-politique

La situation socio-politique de la RDC demeure préoccupante à quelques mois de la tenue des élections du 23 décembre 2018 et cela fait planer des incertitudes. Il sied de signaler qu'une controverse demeure autour de la machine à voter que la Commission Electorale Nationale et indépendante (CENI) entend utiliser lors des prochaines élections. Fabriquée par la firme Sud-Coréenne Miru Systems, la machine à voter suscite des doutes sur sa fiabilité dans le camp de l'opposition, au point que le gouvernement Sud-Coréen a lancé une mise en garde contre son utilisation. Le gouvernement Sud-Coréen a expliqué à Miru Systems « les risques potentiels de l'utilisation de la machine à voter en RDC ».

L'actualité politique au premier semestre 2018 a aussi été marquée par la création d'une grande coalition électorale au sein de la majorité présidentielle, dénommée Front Commun pour le Congo (FCC). Des manifestations contre le régime en place dans les grandes villes se sont poursuivies et il s'en est suivi une répression meurtrière. Aussi, plusieurs groupes armés demeurent actifs dans l'Est du pays. L'épidémie d'Ebola qui sévit au Nord-Kivu couplée à la situation sécuritaire inquiétante dans cette région accroît le risque d'augmentation des cas d'Ebola dans les régions voisines.

2.2. Aperçu économique

La croissance en RDC devrait se raffermir en 2018 et se situer à 4,2% contre 3,7% en 2017 selon la Banque centrale du Congo (BCC ; 3,8% selon le FMI). L'accélération de la croissance en 2018 sera tributaire à la hausse de la demande extérieure des produits miniers exportés par la RDC, dont les cours sont en hausse sur le marché international. Toutefois, selon la Banque Mondiale, l'épidémie d'Ebola pourrait ralentir la croissance en République démocratique du Congo et dans la sous-région si elle se propage plus rapidement que prévu dans les grands centres urbains et dans les pays voisins.

D'après les estimations de la BCC, au niveau des facteurs de l'offre, le secteur primaire (extraction, agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche) devrait contribuer à la croissance à hauteur de 2,38 points. Le secteur secondaire (industries manufacturières, électricité, gaz, vapeur et eau, bâtiments et travaux publics) devrait contribuer à hauteur de 0,65 points. La contribution du secteur tertiaire en points de croissance (transport et télécommunications, commerce, autres services hors administration publique, services d'administration publique) devrait se hisser à 1,45 points. Quant à la demande globale, il s'avère utile de préciser que la demande intérieure sera tirée par les investissements privés dans les secteurs minier et industriel. Au niveau de la demande extérieure, les exportations des biens et services devraient croître de 7,1% en 2018 et leur contribution devrait se situer à 2 points de croissance en 2018.

La guerre commerciale USA-Chine aura des implications pour l'économie congolaise sachant que cette dernière dépend du commerce international. Selon la BCC, tout choc externe négatif sur l'économie chinoise affectera aussi l'économie congolaise car la Chine est le premier importateur des minerais congolais (28,2% des exportations congolaises en 2017). Un ralentissement de l'économie chinoise entraînera la diminution de sa demande des produits miniers, et par ricochet, la diminution de la demande des exportations congolaises de cuivre et de cobalt. Les recettes publiques congolaises diminueront en même temps que les réserves de change. Ainsi, la BCC aura du mal à réguler efficacement le marché de change.

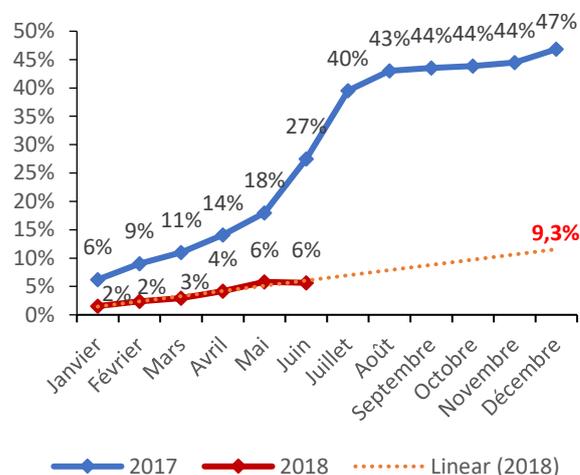
Graphique 5 : Evolution du taux de croissance de la RDC



Source : Banque Centrale du Congo (BCC)

Le premier semestre 2018 s'est caractérisée par une désinflation sur le marché des biens et services. Le taux d'inflation cumulé s'est situé à 6,43% à fin juin contre 27,47% à fin juin 2017. Le taux d'inflation annualisé devrait s'établir à 9,32% selon les projections de la BCC. Concernant le marché de change, il s'est caractérisé par une stabilité du taux de change. Les dépréciations du taux de change ont été faibles par rapport à celles enregistrées au cours de la période correspondante en 2017, soit un taux de dépréciation de 2,06% en juin 2018 contre 19,38% en juin 2017. Le cours indicatif s'est établi à 1625,58 CDF à fin juin 2018 contre 1605,62 CDF à fin janvier 2018.

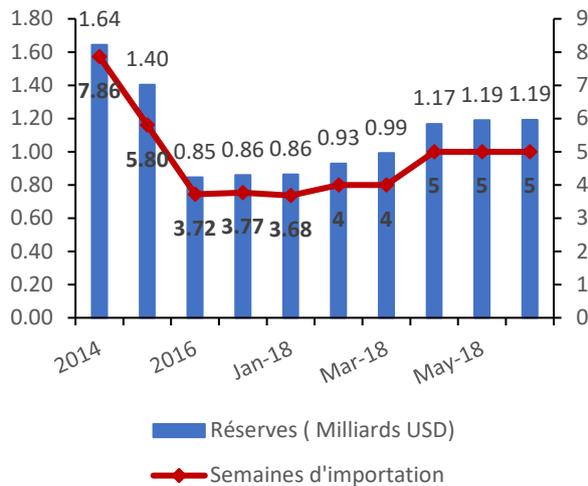
Graphique 6 : Evolution du taux d'inflation de la RDC



Source : BCC

Pour ce qui est des réserves internationales, il sied de signaler qu'à fin juin, elles correspondent à 5 semaines d'importations des biens et services sur ressources propres, soit un volume de 1,2 milliards USD. Toutefois, des efforts restent à fournir de la part du gouvernement et de la BCC pour atteindre la moyenne recommandée par le FMI à savoir une couverture de trois mois d'importations.

Graphique 7 : Evolution des réserves internationales de la RDC



Source : BCC

Du fait de la désinflation durant le premier semestre 2018, le taux directeur a été abaissé en avril 2018, passant de 20% à 14%. Les coefficients de réserve obligatoire ont été maintenus à leur niveau de 2016, soit 13% et 12% pour les dépôts en devise à vue et à terme ainsi que 2% et 0% pour les dépôts en monnaie nationale à vue et à terme. S'agissant des finances publiques, l'exécution des opérations financières s'est soldée par un excédent de 552,2 milliards CDF (339,7 millions USD) en juin 2018 contre un solde déficitaire de 107,7 milliards CDF (66,3 millions USD) enregistré en juin 2017.

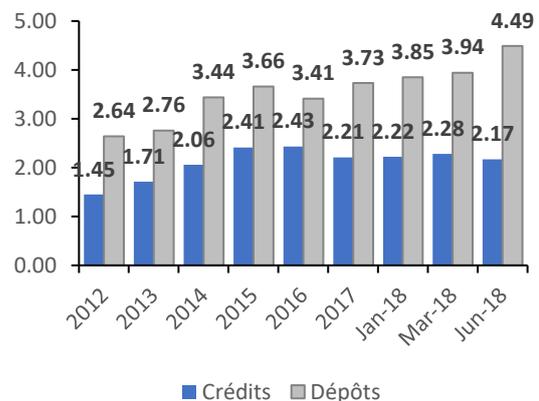
2.3. Evolution de l'activité bancaire

Tout au long du premier semestre 2018, quelques faits ont marqué l'actualité notamment, le changement de la dénomination sociale de ProCredit Bank pour devenir Equity Bank. Pour rappel, C'est depuis septembre 2015 qu'Equity Group Holdings Limited a fait son entrée dans l'actionariat de ProCredit Bank, détenant à ce jour 86% d'actions. Le groupe Equity est un grand groupe bancaire d'Afrique de l'Est et du Centre, capitalisé à hauteur de près de deux milliard de dollars américains, avec un total actif supérieur à cinq milliards de dollars américains. Aussi, Standard Bank RDC a effectué une revue de sa politique commerciale, au terme de laquelle, Standard Bank entend concentrer son activité sur la banque d'investissement et de financement.

En conséquence, Standard Bank n'offrira plus des services bancaires pour les segments particuliers et petits et moyens entreprises, sur toute l'étendue de la RDC.

La BCC a organisé en avril un forum sur la vulgarisation de la loi n°15/003 du 12 février 2015 relative au crédit-bail ainsi que l'instruction n°35 de la BCC relative à l'activité de crédit-bail en RDC, l'objectif étant de faire la promotion de l'accès au financement des investissements, notamment des PME et PMI. Il a été expliqué à l'audience qu'il existe deux types de crédit-bail. Le premier est opérationnel et le deuxième est financier. Le crédit-bail opérationnel se définit comme « une technique contractuelle de crédit à moyen terme par laquelle une entreprise de crédit-bail acquiert, sur la demande de son client (le locataire), la propriété de biens mobiliers à usage professionnel, en vue de les donner en location pour une durée déterminée et en contrepartie de redevances ou loyers. ». S'agissant du crédit-bail financier, c'est « une offre de location d'équipements dans une période définie ayant pour option, l'achat de l'équipement avec des mensualités incluant les frais financiers (les intérêts) et une prise en charge de l'entretien et de la maintenance assurée par le locataire ».

Graphique 8 : Evolution Dépôts et Crédits bancaire (en milliards USD)

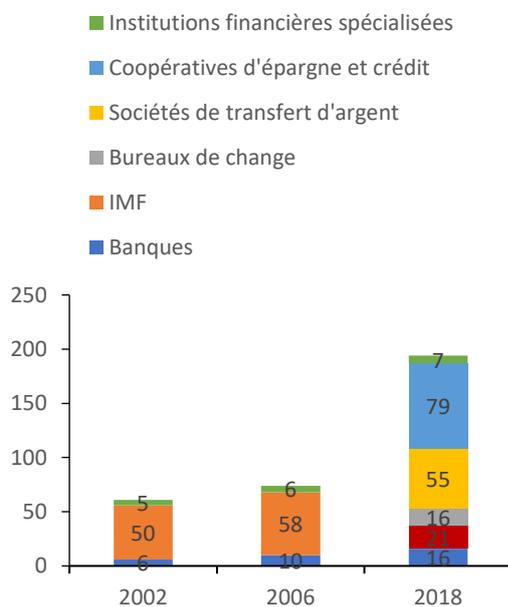


Source : BCC

A fin juin 2018, les dépôts de la clientèle des banques se sont accrus de 17% par rapport à fin janvier 2018, s'établissant à 4,49 milliards USD. Il sied de noter que 90% des dépôts sont libellés en

dollars américain et 79% des dépôts sont à vue. S'agissant des crédits à la clientèle, ils ont connu une baisse de 2% par rapport au niveau de janvier 2018. Les crédits à la clientèle se sont établis à 2,17 milliards USD à fin juin 2018. 93% des crédits à la clientèle sont libellés en monnaie étrangère, et le découvert bancaire et les crédits à court terme représentent 49% des crédits bruts à la clientèle. Les créances en souffrance (créances à surveiller et non performantes) sont à hauteur de 9% à fin juin 2018.

Graphique 9 : Evolution du nombre d'acteurs dans le secteur financier e RDC



Parmi les acteurs, on compte :

- 16 banques commerciales ;
- 21 institutions de Microfinance (IMF) ;
- 79 coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC) et coopératives centrales d'épargne et de crédit (COOCEC) ;
- 16 bureaux de change ;
- 55 sociétés de transfert d'argent ou messageries financières ;
- 2 fonds de pension (Institut National de Sécurité Sociale, INSS et Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Agents Publics de l'Etat, CNSSAP) appartenant à l'Etat congolais ;
- 1 société d'assurance (Société Nationale d'assurance, SONAS) appartenant à l'Etat congolais et en situation de monopole jusqu'en 2015 ;

- Plusieurs institutions financières spécialisées.

Parmi les institutions financières spécialisées, on compte des sociétés de télécommunication offrant des services de mobile money, un fonds de refinancement privé créé par des bailleurs institutionnels (FPM SA). A côté de ces entreprises privées, l'Etat congolais a mis en place des établissements publics offrant des services financiers tels qu'une caisse d'épargne (Caisse d'épargne du Congo, CADECO), une société financière de développement (SOFIDE) et différents établissements de (re)financement et d'accompagnement spécialisés dans la promotion des projets et initiatives de certains secteurs comme l'industrie (Fonds de promotion de l'industrie, FPI), la microfinance (Fonds national de la Microfinance, FNM), la culture (Fond de promotion de la Culture, FPC), etc.

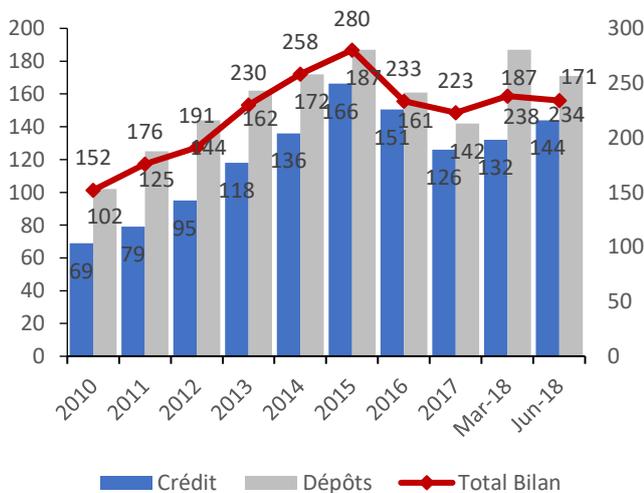
La libéralisation du secteur des assurances en 2014 ainsi que la nouvelle réglementation sur le crédit-bail de 2015 favoriseront l'entrée de nouveaux types d'acteurs dans le secteur (courtiers en assurances, compagnies d'assurance, société de crédit-bail, etc.) et le développement de nouveaux produits & services financiers au cours des années à venir. De même, les innovations technologiques et organisationnelles favorisent le développement de nouvelles approches de distribution de services financiers en synergie avec d'autres types d'acteurs comme les agents bancaires, les sociétés de télécommunication offrant le mobile money, les plateformes de gestion des moyens de paiement, etc.

Par ailleurs, le volet « Marché financier » ainsi que d'autres types d'institutions tels que les fonds communs de placement, société de crédit à la consommation ou de cautionnement, les agences de notation, les Hedge Funds, peinent à émerger. Localement, il n'existe aucun marché financier réglementé. Le seul titre échangé est le Bon BCC (appelé autrefois billet de trésorerie) qui est un titre de créance à court terme émis par la BCC pour réguler la masse monétaire en circulation. La création d'un marché de titres (actions, obligations, etc.) et de change (Forex) serait un des atouts qui accompagneront la dynamique de développement du secteur.

2.4. Evolution de l'activité du secteur de la microfinance

Tout comme les autres secteurs d'activité économique, le secteur de la microfinance en RDC évolue dans un contexte socio-économique difficile. Ce secteur compte à ce jour 100 acteurs dont 79 COOPEC et 21 IMF et demeure caractérisé par la prédominance des institutions mutualistes de petite taille concentrées dans 3 provinces Kinshasa, Nord Kivu et Sud Kivu. Plusieurs défis demeurent à relever par les acteurs du secteur, notamment ceux liés à la gouvernance, la qualité du portefeuille de crédit, la qualité du personnel, la faiblesse des fonds propres et la fiabilité des données comptables. Tant les IMF, les COOPEC, les MPME sont durement frappées par le taux d'inflation élevé et l'instabilité du taux de change. Certaines institutions acceptent de supporter la différence de change et que les clients remboursement en CDF. Cela permet de réduire les défauts et améliorer la qualité du portefeuille. A fin juin 2018, le portefeuille de crédit du secteur de la microfinance s'établit à 144 millions USD, soit un accroissement de 14% par rapport au niveau de décembre 2017. L'encours d'épargne a atteint 171 millions USD, soit une hausse de 20% par rapport au niveau de décembre 2017.

Graphique 11 : Evolution du secteur de la microfinance (en millions USD)



Source : BCC

Il s'avère utile de signaler que le FPM ASBL conduit actuellement une étude de marché sur la crise du secteur du financement des MPME en RDC. A la suite de la hausse du portefeuille à risque des institutions finançant les MPME, le FPM ASBL s'évertue à analyser les tenants et aboutissants de cette crise en vue de proposer des recommandations. De plus, une étude du FPM sur les agents bancaires en partenariat avec Elan RDC et Microsave sera publiée en fin 2018. Il est important de relever que les banques, les IMF et d'autres prestataires de services financiers en RDC, à la suite de la crise et au regard de l'étendue du pays se lance dans la mise en place de réseaux d'agents pour se rapprocher de la clientèle. Les canaux de distribution utilisés comme agents bancaires sont des pharmacies, des magasins de détail d'une chaîne, des magasins de détail indépendants, des petits négociants, etc. Ainsi, les agents bancaires ont la possibilité d'effectuer des transactions financières de type retraits, dépôts, transferts et versement d'argent pour le compte des institutions financières. Les agents bancaires travaillent ou vivent généralement à proximité des clients, ils connaissent donc bien les membres de la communauté locale et jouissent de la confiance des clients. Ils peuvent alors fidéliser les clients et en sensibiliser de nouveaux. Ces éléments constituent les avantages des réseaux d'agents par rapport aux réseaux de succursales classiques. Néanmoins, pour garantir le succès de ce type de réseaux, les institutions financières doivent assurer un suivi de la qualité des services afin que leur clientèle soit aussi bien reçue qu'en agences. De ce qui précède, l'objectif de l'étude FPM-Elan RDC-Microsave est d'analyser les opportunités d'investissement liées aux réseaux d'agents bancaires et faire un état des lieux des réseaux déjà en place.

3. Activités du FPM

3.1. Activités transversales du FPM ASBL

Le premier semestre 2018 a été marqué par l'organisation de plusieurs événements par le FPM ASBL, notamment, un forum dans le cadre de la Semaine Mondiale de l'Argent, le forum Branchless banking, ainsi que le 8^{ème} Forum Accès au Financement (FAAF 2018).

En mars dernier, le FPM ASBL a organisé en partenariat avec la Banque centrale du Congo, le FPM SA, Elan RDC et FINCA RDC, un forum dans le cadre de la Semaine Mondiale de l'Argent à l'Université Kongo à Kisantu dans le Kongo central. A cette occasion, une émission télévisée a été organisée le 15 mars 2018 à l'espace Mbuela village devant un échantillon de 25 étudiants en présence du FPM, ses partenaires et experts. Cette émission avait pour but d'informer le maximum de personnes sur la Semaine Mondiale de l'Argent. Ayant comme thème principal «*Money matters matter*», ou «*l'importance des questions d'argent*», la Semaine Mondiale de l'Argent 2018 s'est étalée du 12 au 16 mars 2018. L'idée pour cette septième édition était d'inciter les enfants et les jeunes à s'éduquer sur les questions d'argent, à créer des moyens de subsistance et à envisager de devenir entrepreneur. Pour le FPM, de manière spécifique, il était question de favoriser l'autonomisation économique et sociale des enfants et des jeunes de Kisantu, les aider à s'épanouir sur les questions liées à l'argent, créer une vague positive dans cette catégorie de la population qui s'étendra à leurs familles et auprès de communautés entières.

Le FPM ASBL a organisé un forum sous le thème « *Branchless banking : Quand le numérique devient accélérateur de business* », en mai dernier à l'hôtel Lubumbashi dans la ville de Lubumbashi. Ce forum a réuni environ 80 participants notamment les responsables des institutions financières, les micros, petites et moyennes entreprises, quelques experts de la banque à distance, etc. L'objectif principal de ce forum était de vulgariser les différentes opportunités de la banque à distance, catalyseur pour l'accès aux services financiers à l'échelle nationale, sensibiliser les participants quant à l'utilisation de ces services et faciliter le contact entre les différents acteurs.

Le FPM ASBL a organisé en juin 2018, à l'Université Protestante au Congo, la 8e édition du Forum Accès Au Financement (FAAF 2018). Organisé par le FPM depuis 2012, le FAAF est un grand rendez-vous annuel dans le monde économique congolais, des offreurs (institutions financières) et des demandeurs (MPME et TPE) des produits et services financiers. C'est une plateforme unique d'échange et de rencontres directes autour des sujets favorisant l'accès des

PME au financement. Le thème principal du FAAF 2018 a été : « *Assurer le fonctionnement de mon entreprise: gérer pour améliorer les performances* ». Et les sous-thèmes ont été :

- Comment gérer et anticiper les difficultés de mon entreprise ;
- Quand le numérique devient accélérateur de business ;
- Convaincre un investisseur : Comment me préparer.

3.2. Focus sur les activités du FPM SA

Tout au long du premier semestre 2018, le FPM SA a poursuivi ses activités de financement des institutions financières partenaires (IFP) malgré le contexte socio-économique difficile du pays et l'instabilité des IFP. Des efforts de stabilisation du portefeuille du FPM SA ont donc été fournis.

Au vu du succès de la première phase du partenariat FPM SA-Rawbank, le décaissement de la deuxième tranche de la ligne de crédit est intervenu pour une somme de 1,5 millions USD. Aussi, un nouveau partenariat a été conclu avec Access Bank pour une ligne de crédit de 5 millions USD sur 4 ans en vue de financer le segment PME.

A fin juin 2018, le volume du portefeuille de crédit s'est ainsi situé à 22,6 millions USD pour 9 partenaires. Parmi ces partenaires l'on cite entre autres quatre banques commerciales, une COOPEC et quatre institutions de microfinance. A fin mai, le volume du portefeuille a atteint un pic historique de 23,8 millions USD. L'ambition du FPM pour le second semestre 2018 est d'atteindre un volume de portefeuille à hauteur de 25 millions USD auprès de 11 partenaires. Ces objectifs ambitieux restent toutefois très dépendants de l'évolution politico-économique au pays.

Tableau 3 : Chiffres clés du FPM au 30 juin 2018

Portefeuille de prêts : 22,6 millions USD

Nombre de projets : 139 depuis 2011

**Nombre de projets d'assistance technique
directe (ATD) : 46 depuis 2011**

Nombre de formations : 49

Nombre de forums : 29

Nombre d'études de marché : 15

Nombre de partenaires : 23 depuis 2011